

LA DIMENSION DESTRUCTRICE DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL

1. Les concepts fondamentaux et l'idéologie de la modernité se constituent dans l'Europe du XVIII^e siècle, à l'époque des Lumières, dont l'idéologie se cristallise alors autour de trois principes fondamentaux qui fournissent jusqu'à nos jours les bases de la « vision du monde » (weltanschauung) moderne.

- (i) Le principe de la convergence « naturelle » de l'intérêt individuel et de celui de la collectivité.

Les guillemets sont utilisés pour appeler l'attention sur le fait que cette convergence n'est autre que l'expression d'une anthropologie qui la suppose sans souci ni d'en établir la réalité par l'examen de la réalité historique et sociale ni de regarder de plus près ce que pourraient être tant les intérêts privés – éventuellement conflictuels - que les intérêts collectifs en question (qui les définit ?). Ce principe était destiné en fait à légitimer à la fois la critique adressée à l'Ancien Régime (la monarchie absolue et l'ordre féodal) et la refonte de la société sur la base des principes dits de la Raison. Poussée à ses limites logiques extrêmes cette véritable pétition de principe devient synonyme d'une « philosophie des harmonies universelles » dont la caricature est produite par l'économie conventionnelle (bourgeoise) qualifiée de « vulgaire » par Marx, à juste titre. Laissez l'intérêt individuel s'exprimer librement – par la démocratie politique et la dérégulation de la gestion économique confiée à la spontanéité des marchés – et le progrès permanent de la société dans son ensemble vous sera garanti. Le principe établit donc un signe d'égalité entre démocratie politique et gestion de l'économie par le marché. On sait que le discours dominant de notre époque ne cesse de répéter ad nauseam qu'il en est ainsi sans davantage de souci d'en établir la réalité ou même la raison.

Or il n'en est pas ainsi. Il y a, au contraire, conflit et non pas convergence entre démocratie et marché. La raison en est tout simplement que le système économique du monde moderne réellement existant ne peut être réduit au concept « d'économie de marché », puisqu'il s'agit d'une économie capitaliste, fondée sur la propriété privée des moyens de production. Or la propriété privée est nécessairement celle d'une minorité à l'exclusion des autres. La société réelle est, de ce fait, non pas constituée comme une somme « d'individus » mais entre autre construite à partir de classes sociales distinctes dont la négation – à la mode – évacue d'emblée les interrogations nécessaires : que sont les intérêts individuels en question ? La pétition de principe selon laquelle démocratie et marché seraient naturellement convergents est fondée à son tour sur la séparation des différents domaines de la vie sociale : celui de la gestion du pouvoir, organisé sur la base de la démocratie (les principes de la pluralité des expressions politiques, de l'élection comme mode de choix des gouvernements, de l'Etat dit de droit etc.), celui de la gestion de l'économie, confiée à la propriété privée, à la compétition et au marché à travers laquelle celle-ci s'exprime. Cette séparation est considérée comme « allant de soi », bien que toute l'histoire s'inscrive en faux contre cette prétention et que les mécanismes de la vie économique sont toujours encadrés dans des rapports sociaux qui à leur tour précisent ce que sont les réalités du pouvoir politique – comme l'ont compris Marx et Polanyi – ; mais qu'importent l'histoire et la réalité. La légitimation du système moderne a besoin de cette séparation conceptuelle.

La concordance « naturelle » entre les résultats des choix démocratiques et ceux du marché n'a été réelle que tant que la démocratie était censitaire, c'est à dire réservée aux seuls

citoyens – propriétaires, comme elle l'était dans l'esprit de la majorité des philosophes des Lumières et encore plus dans la réalité des systèmes bourgeois de la première génération (du XIXe siècle). Dès lors que les luttes ouvrières et populaires ont imposé son extension à l'ensemble de la population (« nationale », masculine et beaucoup plus tard à celle des femmes), le conflit apparaît entre les motivations et ce que peuvent être les choix démocratiques d'une part et ce que produisent les mécanismes de l'accumulation du capital et des marchés d'autre part. Ce conflit rappelle alors tout simplement que les domaines du politique et de l'économique ne sont pas séparables.

(ii) Le principe de la convergence entre les court et long termes.

Il s'agit là également d'une pétition de principe à travers laquelle s'exprime une véritable foi dans l'idée d'un Progrès garanti, mécanique, naturel, sans fin possible à travers lequel on lit la foi dans les « harmonies universelles ». L'idée que, tout au contraire, court et long termes sont souvent conflictuels et non convergents, n'est pas discutée. Parce que sa discussion risquerait à son tour de remettre en cause la question de la nature des intérêts qui s'expriment dans le terme immédiat « sur le marché ». Or il ne le faut pas.

Ici encore l'économie vulgaire élude d'emblée le problème en proclamant le principe de « dépréciation du futur ». « Un tiens vaut mieux que deux tu auras », ce proverbe populaire sans grande portée philosophique est érigé en sagesse suprême. L'économie exploite ce principe par l'adoption d'un taux d'intérêt positif et l'actualisation qui réduit les valeurs situées dans le futur. Cette pratique n'est guère plus que l'expression idéale du calcul financier du capital. La rationalité de ce dernier est certaine, mais limitée dans le temps ; elle n'est pas rationalité tout court mais rationalité à court terme. Que sa mise en œuvre puisse avoir des effets irrationnels à long terme n'est pas même objet de questionnement. Cela va de soi qu'il ne peut en être ainsi. Je renvoie ici à ce que j'ai écrit à ce propos, concernant l'inaptitude du système capitaliste pour cette raison à répondre au défi des détériorations écologiques majeures.

(iii) Le principe double que l'être humain a vocation à dominer la nature et que les richesses que celle-ci lui offre sont inépuisables.

Les réflexions concernant les rapports humanité/nature ne datent certainement pas de la philosophie des Lumières. Toutes les thèses imaginables concernant la contradiction entre l'idée que l'être humain est partie intégrante de la nature et celle qu'il s'en distingue à différents degrés ont été avancées par les religions et la réflexion philosophique de tous les temps et de tous les peuples. Mais il reste vrai que la pensée moderne a fait pencher le balancier en faveur d'une vision qui, dans ses expressions extrêmes – lesquelles dominent dans l'opinion générale et la pratique si ce n'est nécessairement chez tous les penseurs de la modernité – sépare l'être humain ,sujet de l' histoire ,de la nature , objet de l' action humaine.

Les sociétés historiques du passé ont presque toujours été conscientes qu'il leur fallait préserver leur environnement et les ressources naturelles dont dépendait leur richesse, même si elles n'ont pas toujours su le faire avec suffisamment d'efficacité. Et lorsqu'elles acceptaient la destruction irréversible de certains terroirs agricoles, par exemple c'est généralement parce qu'elles savaient quelles pourraient se déplacer sur des terroirs nouveaux. D'une manière générale la gestion sociale collective des ressources que la nature offrait aux sociétés pré modernes garantissait la prise en compte du long terme, avec plus ou moins de succès évidemment.

Le capitalisme généralise au contraire le calcul monétaire de la rentabilité à court terme et, de ce fait, ignore les coûts sociaux collectifs que représente l'épuisement des ressources qu'il exploite. L'idéologie de la modernité légitime ce gaspillage par la thèse (en fait une hypothèse discutable) que le progrès des connaissances scientifiques et les inventions technologiques qu'ils permettent annulent à long terme les dangers associés à l'épuisement des ressources naturelles. « On finira toujours par inventer les moyens de s'en passer ». Et en effet pendant peut être un siècle et demi à partir de la révolution industrielle le progrès technique accéléré a enregistré des rythmes inconnus auparavant qui ont permis presque toujours d'ignorer les destructions de ressources associées à l'expansion industrielle nouvelle. L'adage optimiste semblait efficace. On sait qu'il semble bien qu'il n'en soit plus ainsi. Sans verser ni dans le pessimisme systématique de certains « écologistes fondamentalistes » ni dans l'optimisme décrété a priori par les « croyants de la science », on ne peut plus ignorer aujourd'hui les effets destructeurs à l'échelle de la planète entière de l'accumulation non maîtrisée et du calcul à court terme sur lequel elle repose.

2. Les trois principes fondamentaux de la modernité dont il est question ici ne sont pas nés d'une réflexion philosophique qui, ayant gagné la bataille des idées, aurait permis à son tour la mise en place du système du capitalisme. C'est au contraire les pratiques mises en œuvre progressivement par le capitalisme naissant qui ont suggéré leur conceptualisation et leur assimilation à la Raison, et par là même simultanément défini à leur manière le contenu de celle-ci.

L'origine et la progression de ces pratiques, à partir au moins du XVI^e siècle, leurs antécédents tant dans la société médiévale européenne qu'ailleurs ne constituent pas l'objet de notre propos ici. Toujours est-il que l'ensemble des pratiques capitalistes et des expressions de leur légitimation se cristallisent dans un temps court, celui de la philosophie des Lumières (XVIII^e siècle), des révolutions bourgeoises (des Provinces Unies, de l'Angleterre et de la France) et de la première révolution industrielle (fin du XVIII^e début du XIX^e siècle).

Le système nouveau et les principes sur lesquels il repose ont effectivement permis une accélération prodigieuse des rythmes de l'histoire, qu'on la mesure en termes de croissance économique comme s'y emploie la profession nouvelle des économistes ou autrement. Cette accélération et les progrès évidents qui lui sont associés – et pas seulement les progrès matériels – constituent le soubassement de l'optimisme qui caractérise la nouvelle culture dominante. Le capitalisme apparaît bien comme un système fondé sur la Raison par excellence. Mais celle-ci, loin d'être relativisée et précisée (en explicitant les trois axiomes qui en définissent le contenu), est formulée en termes absolus. Le progrès est désormais pensé comme garanti par l'accumulation sans « fin » puisqu'il est évident qu'on ne peut vouloir plus que ce peut offrir le triomphe de la Raison. Ces obstacles ont pour nom l'hétérogénéité de la société humaine, partagée en Etats et nations, communautés linguistiques, religieuses et autres, classes sociales. Mais tous ces obstacles sont considérés comme des vestiges du passé que la logique même de l'expansion capitaliste gomme progressivement. Marx et Engels eux mêmes, dans le Manifeste Communiste (1848) cèdent à la tentation de cet optimisme et semblent croire que l'expansion mondiale du capitalisme effacera progressivement toutes ces dimensions de la réalité héritées du passé pour préparer à l'échelle de la planète les conditions d'une révolution socialiste mondiale. Par la suite, dans quantité de leurs écrits, Marx et Engels corrigent cette naïveté de jeunesse au point qu'on peut les lire comme des devanciers de la thèse du développement inégal immanent à l'expansion mondiale du capitalisme.

En tout état de cause Marx n'a jamais été victime d'une vision unilatérale de l'accumulation. Il était trop dialecticien pour ne pas toujours associer mouvement et contradiction. L'accumulation est donc à la fois productrice de l'accélération de progrès divers (son côté positif) et simultanément responsable de ses aspects destructifs, qui ne peuvent être séparés des premiers, ni même fondamentalement corrigés sans sortir carrément de la logique propre au capitalisme. Dans le Capital Marx exprime cette contradiction dans des termes d'une modernité surprenante, en précisant que l'accumulation est simultanément destructrice des deux sources de la richesse : l'être humain (le travail réduit au statut de marchandise) et la nature (elle-même également traitée comme une marchandise).

La vision unilatérale « positive » de l'accumulation est le propre de l'idéologie bourgeoise et non de l'idéologie moderne dans toute son ampleur. Celle-ci produit à la fois l'idéologie bourgeoise (dominante) et son contradictoire, l'idéologie socialiste. Avant Marx déjà les utopies socialistes n'ignoraient pas la dimension destructrice de l'expansion capitaliste. Mais elles expriment la protestation de ses victimes soit à travers l'espoir nostalgique d'un retour aux systèmes antérieurs (c'est le contenu de ce qu'Engels appellera le « socialisme féodal » - qui continue à trouver des expressions modernes, notamment chez certains Verts), soit à travers l'affirmation qu'une autre société, nouvelle, doit et peut être construite sur la base des valeurs morales que le capitalisme écrase (l'égalité, la solidarité humaine). Marx va plus loin en associant précisément le rôle historique positif de l'accumulation (pour un temps, non pour l'éternité) et l'aggravation de ses dimensions destructives.

La logique de l'accumulation du capital, chez Marx, produit et ne peut produire qu'une polarisation sociale grandissante : la richesse à un pôle, la misère à l'autre. Comme on le sait cette paupérisation inévitable et grandissante est celle des thèses de Marx la plus controversée et d'une manière très générale, rejetée non seulement par tous les courants de la pensée de droite, mais également par ceux qui dominent à gauche (dans la social démocratie). Les faits historiques auraient définitivement prouvé le contraire, dit-on, c'est à dire que l'accumulation entraîne toujours finalement l'amélioration des conditions matérielles de tous, bourgeois et prolétaires pour simplifier. Et pourtant ... si cela paraît être le cas à l'échelle des sociétés du capitalisme central, à celle du capitalisme réellement existant qui est mondialisé, la polarisation paupérisation massive constitue le fait historique le plus aveuglant, sur lequel je reviendrai. La thèse de la polarisation – paupérisation fait de la figure de Marx celle du seul penseur des temps modernes qui ait vu juste sur l'essentiel, c'est à dire sur cet aspect destructif du capital, opérant à une échelle gigantesque et inévitable tant qu'on reste dans le cadre de la logique de son mouvement.

En contrepoint l'économie vulgaire porte à son paroxysme la vision unilatérale propre à l'idéologie de la Raison bourgeoise. Dans sa perspective l'accumulation ne comporte que des aspects positifs. Les phénomènes négatifs dont on ne peut pas nier la réalité – les crises et leurs conséquences (chômage, pauvreté, précarité, marginalisation), le sous développement des périphéries du système mondial – sont attribués soit à des causes spécifiques situées hors du champ d'opération de la logique de l'expansion du capital (la démographie, les erreurs politiques de gestion de l'expansion capitaliste, les spécificités culturelles) soit au fonctionnement « imparfait » des marchés. S'ils étaient parfaits, les marchés, dit-on, produiraient une croissance soutenue et continue dont l'ensemble des êtres humains seraient les bénéficiaires.

Ici l'économie vulgaire verse dans une seconde mythologie, qui l'aveugle et la rend incapable de comprendre qu'il n'y a pas de « lois » qui commanderaient une tendance des marchés à se

rapprocher d'un équilibre général quelconque. Marx est ici encore le seul penseur des temps modernes qui ait compris que le capitalisme était un système instable par nature, dont on peut éventuellement expliquer les états successifs a posteriori, mais dont on ne peut jamais prédire la direction de l'évolution. La « science économique qui se propose donc de découvrir les « lois » qui commanderaient le fonctionnement des « marchés » (en fait des marchés capitalistes) est une fausse science, la science d'une non réalité, d'un monde imaginaire qui n'a rien à voir avec le capitalisme réellement existant, le capitalisme historique.

L'économie « pure » est la pseudo théorie de ce monde imaginaire. Dans cette pseudo science il n'y a évidemment plus aucun aspect destructif associé au fonctionnement du capitalisme, seulement des accidents, passagers et limités, attribuables à l'imperfection des systèmes concrets à travers lesquels il se déploie.

La non moins pseudo philosophie sociale qui accompagne cette économie pure d'un système non existant est à son tour affirmative de toutes sortes de mythes qui peuplent le discours dominant. Le marché produirait également les conditions de la démocratie politique, marché et démocratie devenant dans ce mythe les deux faces inséparables de la même pièce comme je l'ai dit plus haut. Le progrès dont tous seraient par définition les bénéficiaires gommerait la réalité des classes sociales et finirait par produire cet état merveilleux dans lequel « l'individu serait devenu le véritable sujet de l'histoire » ... comme quelques uns des plus téméraires (Fukuyama par exemple) osent le prétendre.

Cette science économique illusoire se propose de découvrir les lois qui commanderaient le fonctionnement des marchés à partir de l'examen des comportements des individus (les « agents » de la décision économique). La méthode mise en œuvre est d'une platitude affligeante : l'individu compare les bénéfices qu'il peut tirer d'un choix parmi d'autres qu'il peut faire aux coûts qui lui sont associés. L'évidence de cette rationalité ne constitue pas par elle-même la preuve de la scientificité de la méthode et de la construction que les économistes croient pouvoir ériger sur cette base. En fait la méthode s'avère parfaitement stérile. Non pas seulement parce qu'elle gomme les statuts différents des « agents » en question (capitalistes – entrepreneurs, financiers, travailleurs, rentiers etc.) dont elle accepte l'existence comme un « fait naturel » dont elle ne discute pas la portée alors que ce fait est social (c'est à dire historiquement déterminé et localisé), ni parce qu'elle gomme également toute réflexion digne de ce nom sur ce que sont les comportements collectifs des forces sociales en compétition et de l'Etat à travers lequel elles agissent (sa tentative de « réintégrer » ces dimensions de la réalité est, comme on le verra, tout également parfaitement stérile), mais plus fondamentalement parce que les choix en question sont guidés par les anticipations que chacun de ces individus se fait des comportements des autres. Or l'introduction des anticipations réduit à néant la rigueur du raisonnement, sans laquelle il n'y a pas de science. On peut tout imaginer – et son contraire – puisque les individus peuvent « deviner » juste ou faux ce que les autres feront. La science économique ne peut plus rien prédire ; elle peut seulement – dans le meilleur des cas – expliquer après coup ce qui s'est passé en attribuant aux individus des comportements conduisant à l'évolution constatée. Encore faut-il rappeler ici qu'une seule explication de ce genre ne s'impose jamais : dans la jungle des actions et interactions des choix individuels on peut imaginer un grand nombre d'enchaînements plausibles différents qui auraient conduit au même résultat. Karl Popper qui définit la qualité scientifique des théories par leur fameuse « falsifiabilité » aurait dû normalement conclure que l'économie « pure » s'était mise à l'abri de tout risque de critique en faisant appel au concept d'anticipation qui permet d'avancer autant d'explications causales d'un événement quelconque qu'on le veut. Il s'en est bien gardé !

L'énorme littérature produite par les économistes n'est certainement pas homogène. Néanmoins et sans trop simplifier on peut y distinguer deux ensembles parfaitement différents. Il y a d'une part les études dites « d'économie politique » qui se proposent d'expliquer une situation ou une évolution données. Ces études sont, comme toujours, discutables et de qualité variable ; mais elles présentent toutes une même volonté fondamentale d'être réaliste, c'est à dire de prendre la mesure de la diversité des dimensions de la réalité sociale (forces sociales et politiques, idéologies, intérêts et stratégies du capital et de ses adversaires, politiques d'Etat etc.). Autrement dit elles se situent dans le champ du matérialisme historique, pris dans son sens le plus large (et non strictement dans ses versions marxistes), et ne font jamais usage des théories de l'économie « pure », qui ne leur servent à rien. En contrepoint les études dites d'économie « pure » ne disent jamais rien. Il ne s'agit plus que d'exercices gratuits dont la seule fonction est de légitimer les stratégies du capital dominant dont les économistes en question se gardent d'ailleurs bien d'explicitier les tenants et aboutissants, feignant d'ignorer leur existence même. Dans ce cadre la « théorie des jeux » - le produit le plus avancé de l'économie « pure » - est en fait un jeu de l'esprit, qui n'a pas le pouvoir d'expliquer quoique ce soit de la réalité.

Marx est le seul penseur du capitalisme qui se soit posé les questions véritables concernant la logique de ce système (et donc identifié ses aspects positifs comme ses dimensions destructives). Le Capital n'est pas une « théorie du fonctionnement des marchés (capitalistes) » que Marx proposerait pour être substituée à une autre (celle de l'économie bourgeoise). Je n'ignore pas que certains économistes du marxisme académique se sont situés sur le terrain même de l'économie conventionnelle et ont voulu substituer à celle-ci une « économie marxienne » qui expliquerait mieux les lois du marché. Leur faillite – un peu trop vite qualifiée de faillite du « marxisme » - a les mêmes causes que celle des économistes vulgaires. Mais la discussion de ce sujet sort du cadre de nos réflexions ici. Le sous titre – « Critique de l'économie politique » - indique clairement que l'intention était toute autre. Marx s'emploie à montrer que le capitalisme est un système instable par nature, précisément parce que sa dynamique est la résultante de confrontations entre des intérêts contradictoires et que l'issue de ces confrontations (entre capitalistes et travailleurs, entre les différentes catégories de capitalistes, entre chacun d'entre eux et ses concurrents, entre les Etats etc.) n'est pas définie à l'avance. Leur analyse scientifique oblige alors à sortir du champ propre défini par l'économie conventionnelle (ou « marxienne ») pour s'investir dans celui, infiniment plus ample, du matérialisme historique. Marx répond également à une seconde question qu'il se pose à cet endroit : pourquoi une telle pseudo science (l'économie vulgaire) domine-t-elle l'esprit des temps modernes ? La réponse qu'il donne à cette question est connue, ou devrait l'être : la généralisation des rapports marchands que le capitalisme entraîne fait des « agents économiques » des êtres aliénés, c'est à dire qui voient les marchés en question comme des forces extérieures à eux mêmes s'imposant à eux comme des forces de la nature, et de ce fait deviennent incapables de les comprendre pour ce qu'elles sont – l'expression de contradictions sociales. L'économie bourgeoise se propose donc d'analyser ces « forces naturelles » (les marchés) comme la science physique étudie la nature. Projet impossible puisqu'il ignore l'essentiel : l'aliénation marchande sans laquelle il n'y a ni capitalisme, ni « science économique des marchés ». Pseudo science donc. Sa tentative d'expliquer le fonctionnement du capitalisme n'a pas plus de force scientifique que celle de ceux des théologiens des systèmes antérieurs qui voulaient expliquer l'histoire de leur temps à partir de la lecture des textes sacrés, sans voir que c'était leur aliénation religieuse qui rendait possible cet exercice vain.

L'économie vulgaire, pour pseudo scientifique qu'elle soit, n'en constitue pas moins la dimension la plus agressive de l'idéologie bourgeoise. Elle a déjà conquis tout le terrain occupé par les rapports marchands propres au capitalisme en substituant à l'analyse des contradictions du système des « théories » spécifiques des différents marchés – des marchandises (choix des consommateurs), des technologies (choix d'investissements), du travail (marché du travail c'est à dire réduction de l'être humain au statut de fournisseur de travail, expression de son aliénation), des moyens financiers (marchés monétaires et financiers) etc. Elle propose d'étendre sa méthode plate (des coûts/bénéfices) aux domaines où visiblement le « marché » n'existe pas (les « market failure » comme l'expriment dans un langage parfaitement aliéné les « théoriciens » de cette extension de la méthode – américains principalement). Les décisions de l'Etat, les choix politiques, sont « analysés » de cette manière qui évacue d'emblée l'ensemble des dimensions réelles de ce que sont véritablement les Etats, les forces politiques etc. L'impérialisme de l'économisme vulgaire se propose parfois d'aller jusqu'à « expliquer » le fonctionnement des relations familiales par la méthode circulaire et plate des coûts/bénéfices !

Tout cela n'est que l'expression d'une aliénation délirante, celle propre au capitalisme comme système réellement existant, et non imaginaire. La fuite en avant dans les tentatives de prise en considération des « anticipations », dans la théorie des jeux, l'hyper formalisme qui en résulte, ne sont rien d'autre que l'expression de cette incapacité – ou refus – de voir le capitalisme pour ce qu'il est : une étape de l'histoire de l'humanité, productrice à la fois d'une accélération fantastique de l'accumulation, de l'instabilité immanente des mécanismes qui y président et de destructions grandissantes (de l'être humain, à travers l'aliénation marchande, de la nature, à travers la rationalité à court terme immanente à la compétition qu'il entraîne). On ne prendra la mesure de ces dimensions destructives de l'accumulation capitaliste qu'à la condition de faire une critique fondamentale du système, ce que Marx a avancé, et que j'ai proposé ici de relire à partir de la discussion des trois principes de base de l'idéologie de la modernité capitaliste. Ces dimensions destructrices ne sont pas les produits spécifiques de causalités diverses situées hors du champ défini par l'économie conventionnelle qui les a exclus par avance.

3. L'accumulation n'est pas ce procès de destruction créatrice qu' imagine Schumpeter. Cette formulation laisse entendre que la destruction est positive comme la création dont elle constitue l'autre face. La vision de Marx qui y voit par contre le processus de déploiement d'une contradiction est plus juste.

Les destructions engendrées par l'accumulation capitaliste concernent toutes les dimensions de la réalité humaine et sociale ; ce sont simultanément la destruction de l'être humain, de la nature et de peuples. De surcroît l'ampleur de ces destructions ne s'atténue pas au fur et à mesure des progrès de l'accumulation, comme l'affirment les promesses du discours idéologique dominant ; mais au contraire elles s'amplifient et sont aujourd'hui devenues une menace sérieuse pour la civilisation. Le capitalisme est désormais sorti de sa phase ascendante, historique positive, caractérisée par la prédominance des aspects positifs de l'accumulation ; il est entré dans sa phase de décadence dangereuse, marquée par le potentiel dramatique de ses effets destructifs.

- (i) Le triomphe de l'aliénation marchande propre au capitalisme et singulièrement l'aliénation du travailleur qui n'est plus un être humain mais seulement un « facteur de production » constitue le cœur de la contradiction fondamentale du système. Le capital (qualifié lui également de « facteur de production ») emploie le travail (en fait l'exploite bien

entendu) disent les économistes. La formulation exclut d'emblée le pouvoir de l'imaginaire social qui inviterait à concevoir le renversement des termes : un système dans lequel les êtres humains (qui ne seraient plus réduits à leur dimension de « vendeurs » de force de travail) utilisent le capital (qui de rapport social deviendrait ce qu'il devrait être : des instruments de production).

L'aliénation est l'antinomie de la liberté. La modernité, ai-je écrit ailleurs, se définit par la proclamation que l'être humain, individuellement et collectivement, fait son histoire et en est responsable. Elle place donc au devant de la scène l'imaginaire sociétal, expression suprême de la liberté humaine. Mais la modernité réellement existante jusqu'à ce jour n'est autre que la modernité capitaliste. Or la contradiction propre à ce système exerce ici tous ses effets limitatifs qui vident le concept de liberté de son potentiel émancipatoire. L'avenir n'est plus produit par le déploiement d'un projet humaniste aussi conscient que possible de ses possibilités et de ses problèmes. Il est produit par des forces aveugles qui s'imposent comme une puissance aveugle extérieure à l'humanité – les « lois du marché » - Il n'y a plus d'avenir au sens construit du terme, mais un destin, inconnu par définition, comme l'écrit Pierre André Taguieff.

La séparation entre le domaine géré par la démocratie (les choix politiques) et celui dominé par les forces dites du marché (l'économie) réduit à néant la capacité inventive que la démocratie porte en elle potentiellement. Celle-ci devient ce que j'ai qualifié de « démocratie de basse intensité » : vous êtes libre de vos choix électoraux, mais votre sort ne dépend pas de la majorité parlementaire qui en résulte, il dépend des hasards du « marché ». L'exercice de la démocratie « ne sert à rien ». Les conquêtes démocratiques des classes populaires (et plus tard des femmes) ont fait éclater cette contradiction grandissante entre démocratie et marché, laquelle ne peut avoir que l'une des deux issues suivantes : ou bien la démocratie soumettra le marché aux options qu'elle propose (et le premier pas dans ce sens s'appelle la régulation des marchés), ou au contraire le marché imposera unilatéralement sa logique et la démocratie est appelée non pas à progresser, mais à régresser. La démocratie de basse intensité, médiatique et manipulée, substitut moderne du système censitaire, illustre déjà cette régression. Le parallèle que Guy Bois retrace entre la crise systémique du capitalisme contemporain et celle du système médiéval trouve ici toute sa force. Les développements que j'avais proposés il y a quelques vingt ans allaient dans le même sens.

La contradiction éclate désormais entre ce que furent les valeurs mises en avant par l'idéologie des Lumières : la liberté et l'égalité. Car il s'agit de valeurs contradictoires et non pas encore une fois « naturellement » convergentes. La liberté devient, dans le capitalisme réel (et non dans l'imaginaire de l'économie « pure »), celle des plus forts, c'est à dire de la bourgeoisie, constituée en classe parfaitement consciente de ses privilèges et pouvoirs, comme le démontre l'étude sociologique de Michel et Monique Pinçon. Laisse la bride sur le cou, cette liberté génère l'inégalité grandissante. L'idéologie dominante, dans sa forme américaine, accepte (et légitime) la dominance absolue de ce concept de liberté ; et vante les vertus de l'inégalité qu'elle produit. Dans les conditions historiques de l'Europe, avec à la fois le poids de son héritage antérieur aux temps modernes, ses luttes pour l'égalité et le développement de puissants mouvements ouvriers, le déséquilibre entre les aspirations à la liberté et à l'égalité avait été, jusqu'ici, moins marqué. Mais cet héritage est désormais fortement menacé par la progression de l'idéologie dite libérale du modèle américain.

(ii) Les destructions systématiques de l'environnement naturel associées aux progrès de l'accumulation constituent aujourd'hui l'objet d'une prise de conscience multiforme que

symbolisent tant le discours écologiste que la percée politique des « Verts ». Preuve évidente que ces destructions sont parvenues à un niveau qu'on ne peut plus ignorer. Les ressources de la nature ne peuvent plus être décrétées a priori inépuisables.

Sans revenir sur les thèses et propositions avancées dans ce domaine – que je fais miennes sans difficulté – j'attirerai l'attention ici sur deux questions posées moins souvent.

La première observation concerne les conséquences de la logique extrémiste qui fait de l'être humain un objet de la science biologique, séparable de la nature dont il est le produit (supérieur peut être). Cette logique autorise les apprentis sorciers à concevoir la manipulation des gènes, des végétaux, des animaux et de l'être humain lui-même. La question relève ici d'une éthique incontournable parce qu'elle constitue le fondement même des valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité humaine, de démocratie, d'émancipation et de progrès. Supprimer les exigences de cette éthique, soumettre la bio génétique à celles de la logique du marché constituent aujourd'hui une menace majeure pour la civilisation.

La seconde observation concerne l'impossibilité dans laquelle la société se trouve de combattre tous ces effets destructifs de l'accumulation sans remettre en cause son principe fondamental, celui de l'aliénation marchande et de la rationalité à court terme qui l'accompagne. Malheureusement les courants dominants dans les mouvements politiques « Verts » refusent de faire cette liaison.

(iii) La troisième dimension destructrice de l'accumulation – celle qui concerne les menaces dont sont victimes des peuples tout entiers – exige de plus amples développements tant le discours de l'idéologie dominante en occulte jusqu'à l'existence. Le capitalisme a toujours été mondialisé, dès l'origine, et son expansion a produit une polarisation grandissante de la richesse. Alors qu'au moment de la révolution industrielle l'écart des productivités moyennes des différentes régions du monde (couvrant 80 à 90 % de la population de la planète) n'excédait pas le rapport de 1 à 2, celui-ci est devenu, à peine deux siècles plus tard, supérieur au rapport de 1 à 60. Mondialisé le capitalisme doit être jugé à l'aune de ses résultats à cette échelle, non à celle de pays considérés artificiellement en isolement les uns par rapport aux autres. A cette échelle le capitalisme a produit une paupérisation relative (et même absolue) qui donne plus que raison à la vision de Marx, à savoir que la loi de l'accumulation est bel et bien celle de la polarisation et de la paupérisation. Cependant cette polarisation ne s'est pas déployée comme l'avaient imaginée les socialistes du XIXe siècle, Marx compris en partie et en dépit de ses réserves sur le schéma simplifié que la social démocratie adoptera sans nuances. Elle n'a pas « prolétarisé » l'ensemble des classes populaires à l'échelle mondiale. L'expansion du capitalisme a opéré par d'autres moyens, à savoir la soumission d'autres formes d'exploitation sociale du travail, réintroduisant ici l'esclavage (en Amérique), s'alliant aux classes dirigeantes des anciens régimes en Asie et en Afrique transformées en courroies de transmission de la domination mondiale du capital. L'existence même de ces formes diverses de l'exploitation capitaliste n'aurait pas dû surprendre. Elle n'est que la preuve que la dynamique sociale ne peut pas être saisie en restant sur le terrain limité défini par l'économie, mais exige qu'on se transfère sur celui, plus ample, du matérialisme historique.

La paupérisation à l'échelle mondiale devient alors menace de destruction de peuples entiers, de tous ceux auxquels la logique de l'accumulation mondialisée interdit le « rattrapage » c'est à dire la possibilité de reproduire chez eux les niveaux et modes de vie des régions centrales privilégiées du système, qu'il s'agisse de la Russie (qui avait tenté de le faire sous le couvert

prétendu du « socialisme »), de la Chine, de l'Inde et même de la Corée, de toutes les autres régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

L'idéologie bourgeoise refuse simplement de s'intéresser à ces faits majeurs. Dans le meilleurs des cas on se contente de constater que la polarisation en question se manifeste ici par un gaspillage massif des ressources de la planète, ailleurs par une misère sans remède. Mais on ne veut pas en tirer aucune conclusion qui condamne le système dans son ensemble.

Sans doute les modus operandi de la polarisation ont-ils eux mêmes une histoire qui a façonné des stades successifs définis par des formes spécifiques de reproduction et d'approfondissement de l'écart richesse/pauvreté. Je ne puis ici que renvoyer le lecteur à d'autres écrits sur ce sujet.

Le discours dominant s'emploie précisément soit à proposer des interprétations économicistes superficielles de l'évolution de la polarisation pour refuser d'admettre son rapport immanent à la loi de l'accumulation (que n'a-t-on écrit concernant les « miracles » du développement capitaliste, toujours oubliés quand ils se terminent en catastrophe comme c'est fatalement le cas) soit à s'enfuir dans une lecture culturaliste et eurocentrique de l'histoire sur laquelle on reviendra.

Le choix des termes utilisés dans le discours dominant remplit lui même des fonctions utiles pour lui donner une apparence de crédibilité. Ces termes sont choisis pour inspirer – par leur sens commun – des thèses qui libèrent le capitalisme de toute responsabilité. Ils sont parfois carrément mensongers, comme le terme de « dérégulation » qui signifie en fait « régulation clandestine et unilatérale par le capital dominant ». On parle donc comme chacun sait de « marginalisation », « d'exclusion », pour désigner les individus, les groupes sociaux, parfois des pays et des peuples tout entiers situés « en dessous des seuils de pauvreté » ! On veut inspirer par là que leur misère résulte du fait qu'ils ne seraient pas « intégrés » dans le système capitaliste, parfois qu'ils sont responsables de cette situation (ou tout au moins portent une part de sa responsabilité non négligeable), et qu'en tout état de cause la solution à leurs problèmes passe par une intégration plus forte dans le capitalisme mondialisé.

Les faits les plus aveuglants prouvent le contraire comme l'illustrent les travaux de Serge Cordelier et de ses coauteurs. La part des échanges extra territoriaux de l'Afrique dans son produit intérieur s'élevait en 1990 à 46 % contre seulement 13 % pour chacune de l'Europe et de l'Amérique du nord, 15 % pour l'Asie et 24 % pour l'Amérique latine. L'Afrique dite marginalisée est donc en fait tout autant intégrée dans le système mondial que les autres régions. Les régions centrales sont même, en apparence, moins intégrées, parce que davantage autocentrées. Mais elles dominent le système d'ensemble auquel elles appartiennent bien entendu. Par contre, ce qu'on ne dit pas c'est que l'Afrique occupe dans ce système les positions les plus subalternes et que sa misère est indissociable de ce statut. Ce qui n'est pas nouveau. De vastes régions du continent avaient été intégrées très tôt dans le système mercantiliste auquel elles pourvoient sa main d'œuvre, par la traite négrière. Périphérie de la périphérie américaine ai-je écrit à ce propos. Plus tard elle a été intégrée en qualité de « colonies d'exploitation » contraintes de fournir des matières premières agricoles sans que le capital dominant n'ait eu à y investir les capitaux qui auraient été nécessaires pour relever les niveaux de la productivité de son travail et maintenir la valeur de son potentiel foncier. Peu importe alors que les exportations de l'Afrique n'aient représenté qu'une part infime du commerce mondial hier comme aujourd'hui. Le capitalisme n'est pas un système qui se propose de maximiser la production et la productivité, mais qui choisit les volumes et

les conditions de production qui maximisent le taux de profit du capital. Les termes de cette intégration du continent dans le système de la division internationale du travail ont pesé d'un poids très lourd pour les peuples concernés. Les pays dits marginalisés sont donc en fait des pays surexploités et appauvris de ce fait, non des pays situés « en marge » du système.

L'histoire du capitalisme est, de ce point de vue, celui d'une longue série de destructions associées à son essor. A l'époque mercantiliste les régions où dominait le système des plantations esclavagistes ont enregistré les taux de croissance les plus forts de l'époque. Le sucre de Saint Domingue représentait à un moment de l'histoire un volume d'exportations supérieur à celui de l'Angleterre. Un expert de la Banque mondiale aurait sans hésitation parlé du « miracle » de Saint Domingue (Haïti aujourd'hui !) ou du Nordeste brésilien ...

Les pays que l'on dit aujourd'hui constitutifs du « quart monde » sont pour beaucoup d'entre eux des pays détruits par l'intensité de leur intégration à un stade antérieur de l'expansion mondiale du capitalisme. Le Bangla Desh par exemple, Etat successeur du Bengale qui fut le joyau de la colonisation britannique de l'Inde. D'autres ont été – ou sont encore – des périphéries de périphéries. Par exemple le Burkina Faso qui a fourni l'essentiel de sa force de travail active à la Côte d'Ivoire. Si donc on avait pris en considération les deux pays comme constitutifs en fait d'une seule région du système capitaliste de l'époque, les taux caractéristiques du « miracle ivoirien » auraient dû être divisés par deux. Or l'émigration appauvrit les régions qui alimentent ses flux et, supportent de ce fait les coûts de formation des jeunes perdus au moment où ils deviennent potentiellement actifs comme ceux d'entretien des vieux après leur retour. Ces coûts, largement supérieurs aux « mandats » envoyés aux familles par les émigrés actifs, sont presque toujours oubliés dans le calcul de nos économistes. Ils sont peu nombreux les pays « pauvres » non ou peu intégrés au système mondial. Peut être hier encore le Yémen du nord ou l'Afghanistan. Leur intégration en marche aujourd'hui, comme celle des autres hier ne produit rien de plus qu'une « modernisation de la pauvreté » - les bidonvilles prenant le relais des paysans sans terre.

De telles destructions ne sont évidemment pas circonscrites aux domaines de ce que l'économie mesure. Elles sont par la force des choses destructrices de cultures, de savoir faire, des formes d'intégration sociale propres aux civilisations concernées. Le thème de ces destructions culturelles est aujourd'hui presque à la mode. Mais comment s'y prend on pour en discuter ? Le plus généralement en partant d'une hypothèse que j'appelle culturaliste, au sens qu'elle attribue aux « spécificités culturelles » une responsabilité majeure dans cet état des choses.

Le culturalisme présente différentes facettes toutes fort utiles pour le déploiement de différentes dimensions du discours idéologique dominant. Des dimensions qui loin de permettre la formulation d'une thèse d'ensemble cohérente sont parfaitement contradictoires, mais présentent toutes, séparément, l'avantage d'affranchir le capitalisme de toute responsabilité dans le façonnement du monde moderne.

A l'origine il y a la formulation eurocentrique par laquelle on prétend expliquer « l'exception européenne », seule civilisation qui devait forcément – et elle seule – « inventer la modernité ». Les mythologies concernant l'ancêtre grec ou la spécificité du Christianisme, quand cela n'est pas tout simplement les « gènes » des peuples en question, sont sans cesse pris et repris par les discours eurocentriques. Ces préjugés ont la peau dure. J'en veux pour preuve qu'ils sont considérés comme « allant de soi » même dans des discours qui se voudraient aujourd'hui critiques de la « mondialisation culturelle ». Au hasard d'un choix

entre d'innombrables ouvrages publiés récemment sur le sujet, je citerai ici celui de Gérard Leclerc.

L'eurocentrisme permet dans le même mouvement d'attribuer aux « spécificités culturelles » de tous les autres, si différentes soient-elles les unes des autres dans l'espace et le temps, la responsabilité intégrale de leur statut subalterne et dominé dans la modernité capitaliste. Que cette hypothèse implique que les cultures en question constituent des noyaux durs incapables d'évolution, ce que toute l'histoire dément, n'importe pas beaucoup, puisqu'il ne s'agit ici que d'un préjugé érigé en vérité scientifique.

Le culturalisme permet également de qualifier « d'occidentale » l'idéologie du capitalisme et de confondre ainsi l'expansion du capitalisme et sa prétendue « occidentalisation ». Cette qualification occulte le fait que la modernité n'a pas été, dans l'histoire de l'Europe, continuité mais rupture et que ses caractères fondamentaux – l'aliénation marchande en particulier – ne prennent de sens que par référence aux logiques du capitalisme, non d'une tradition européenne qui n'existe pas plus qu'une autre. La confusion que porte en elle cette qualification non scientifique a de surcroît l'avantage de donner l'apparence de la légitimité à des postures politiques contraires, mais néanmoins toutes également utiles pour la domination du capital. On peut en effet, sur cette base, dire : « si vous voulez vous développer, rattraper votre retard, acceptez de vous occidentaliser, renoncez à vos traditions et à vos spécificités ». On peut ainsi exhorter les « Orientaux » à accepter l'occidentalisation, ou les Européens à « s'américaniser ». Mais on peut, tout au contraire, « défendre les valeurs culturelles spécifiques » des uns et des autres sans pour autant remettre en question la logique économique du capitalisme, qu'on sépare du culturel, puisque l'occidentalisme serait le propre des Occidentaux, et n'aurait rien à voir avec le capitalisme. C'est ce que proposent les culturalistes en tous genres, les défenseurs du « communautarisme », les ethnistes, les islamistes et d'autres qui s'emploient à préserver des identités spécifiques généralement définies hors du temps comme des expressions « primordiales » mais acceptent sans sourciller la mondialisation économique capitaliste. La mondialisation capitaliste génère la fragmentation. Fondée sur le développement inégal cette étape de la modernité produit les bases objectives qui font refuser l'universalisme qu'elle propose mais ne réalise pas. A son tour le capital dominant, parfaitement conscient de l'utilité des postures culturalistes, non seulement les tolère mais encore, dans les stratégies qu'il met en oeuvre, les flatte et les encourage. Que des victimes du système adoptent à leur tour de telles postures - c'est le cas des ethnistes et des islamistes par exemple – ne devrait pas étonner. Cela ne sera pas la première fois dans l'histoire que des victimes intériorisent les stratégies des forces qui les dominent. « Eurocentrisme inversé » ai-je écrit à ce propos.

Les postures culturalistes constituent un handicap sérieux pour toute tentative de dépasser les contradictions de la modernité capitaliste par la construction d'une modernité socialiste (que les timides appellent « post capitaliste »).

La polarisation à l'échelle mondiale, immanente au capitalisme, constitue la contradiction principale de ce système, c'est à dire celle à travers laquelle sa contradiction fondamentale (l'aliénation marchande) s'exprime avec les effets destructeurs les plus violents (la destruction de peuples entiers), les plus visibles et partant les plus intolérables. J'insiste sur ce point parce que la presque totalité des protestations contre les destructions de la modernité – en Occident tout au moins – en ignorent la réalité, ou au mieux le signale en marge de leurs développements principaux.

Je constate que les conflits majeurs qui, tout au long du XXe siècle, ont opposé des ensembles puissants de sujets historiques actifs aux stratégies du capital dominant, ont été motivés par le refus d'accepter le diktat du développement inégal propre au capitalisme mondialisé, qu'il s'agisse des révolutions qui se sont voulues socialistes (Russie, Chine), - lesquelles se sont déroulées dans les sociétés de la périphérie, pas par hasard – ou des mouvements de libération nationale. On dit que ces tentatives ayant échoué la preuve est faite que l'horizon du capitalisme est indépassable, qu'il faut donc l'accepter et se contenter de tenter de le gérer au mieux du possible immédiat comme le proclament les post modernistes. Cette démission véritable appelle donc ouvertement à renoncer à la modernité ; et, les êtres humains ayant abandonné le projet de construire leur avenir, substituée à l'imaginaire social inventif un destin inconnu. Hélas ce destin est connu : les destructions que la poursuite des logiques dominantes du système implique ne peuvent que s'aggraver et finir par conduire au suicide collectif de l'humanité. L'échec des premières tentatives de dépasser l'horizon du capitalisme et de sa dimension polarisante ne constitue en fait qu'un moment d'une histoire inachevée. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser les évolutions complexes qui ont conduit à cet échec, que j'ai tenté toutefois de résumer dans les termes suivants : le poids exercé par les exigences du « rattrapage » a nourri l'illusion qu'il était possible de surmonter les effets de la contradiction principale du capitalisme (la polarisation) sans véritablement résoudre sa contradiction fondamentale (l'aliénation et derrière elle la question de la démocratie). De ce fait les expériences en question sont vite parvenues à leurs limites historiques, se sont essouffées et finalement effondrées non pas parce qu'elles étaient socialistes, mais parce qu'elles ne l'étaient pas ou fort peu. Il faudra donc imaginer pour l'avenir d'autres stratégies de ce que j'ai appelée la « longue transition du capitalisme mondialisé à l'universalisme socialiste ».

En attendant le capital dominant déploie, lui, sa stratégie propre, cohérente avec les exigences du maintien de ses privilèges et de son contrôle global. La meilleure synthèse concernant cette stratégie a été proposée, à mon avis, par Susan George dans son magnifique « Rapport Lugano ». Ce « Rapport » ne relève pas de la fiction gratuite ; l'auteur se contente d'imaginer la stratégie implicite (et sans doute explicite chez les dirigeants situés au niveau le plus élevé de la conception) qui produirait nécessairement ce que les politiques mises en œuvre produisent effectivement : l'inégalité grandissante et la pauvreté envahissante, la destruction de la nature, la dégradation de la démocratie, les replis communautaires etc..L 'auteur démontre également que les moyens nécessaires pour que les peuples ne comprennent pas ce qui leur arrive sont conçus d'une manière suffisamment systématique pour être efficaces. Le cynisme qui se dégage de cette lecture n'est pas le produit d'un esprit manichéen ou d'une vision de l'histoire fondée sur le « complot » ; il correspond parfaitement à ce que la fraction la plus puissante du capital dominant – représentée par l'establishment des Etats Unis que Susan George connaît mieux que quiconque – est dans la réalité.

Le Rapport Lugano s'articule autour d'une idée centrale que je formulerai de la manière suivante : la contradiction principale du système restera au XXIe siècle celle qui a dominé le XXe siècle. La « question du développement » si on l'appelle ainsi rend la gestion du système mondialisé par le capital dominant impossible sans la destruction systématique, planifiée, de l'excédent d'êtres humains (par rapport aux besoins du capital) à travers lequel cette question explose. Que des milliards d'êtres humains soient devenus inutiles et dangereux pour la survie du système signifie simplement que ce système est historiquement devenu caduc ; la nécessité objective de son dépassement est désormais une urgence. Le génocide – le mot n'est pas trop fort – de milliards d'êtres humains qui ont eu le malheur de naître dans les périphéries ingouvernables du système doit être envisagé froidement par la manipulation, les guerres (inter « communautaires »), la famine et la maladie. La « solidarité » des pays de la triade

(Etats Unis-Canada, Europe occidentale et centrale, Japon) et leur soumission collective aux exigences de l'hégémonisme des Etats Unis trouvent ici – en dernier ressort – leur raison véritable.

4. Des réformes, même les plus audacieuses qu'on puisse imaginer, ne parviendront pas à réduire l'ampleur des destructions opérées par l'accumulation parvenue au terme de son parcours historique positif. Il faut oser penser un système social fondé sur l'égalité, la solidarité et l'universalisme organisé sur cette base à l'échelle planétaire, libéré de l'aliénation marchande. Un système pour lequel je ne connais pas d'autre nom que celui de socialisme. Cette affirmation brutale n'exclut pas – mais au contraire appelle – la réflexion ouverte et approfondie comme l'action patiente capables d'engager sur la voie d'une longue transition historique au socialisme mondial. La longue transition en question ne peut être que fondée sur les principes et la pratique de la démocratie au sens fort du terme, c'est dire la construction – fut-elle progressive – des cadres institutionnels élargissant l'espace d'une gestion citoyenne de la vie économique, politique, sociale et culturelle, permettant à l'imaginaire social libéré de concevoir et proposer des stratégies d'étape efficaces. Dans cette longue perspective des programmes cohérents des réformes peuvent effectivement préparer un enchaînement des étapes successives progressant dans les directions souhaitées. Ni la démocratie de basse intensité, celle des « consommateurs passifs » substitués aux citoyens actifs, ni la soumission à la logique exclusive des marchés ne répondent à ces exigences. Qui dit démocratie dans ce sens qui exclut le « consensus » creux et fabriqué dit pluralité au sens fort du terme.

Cette pluralité ne constitue donc pas un handicap pour la transformation requise ; elle en est au contraire la condition. Pluralité dans les conceptions relatives au diagnostic des problèmes à résoudre, donc pluralité des outillages scientifiques d'analyse de la réalité. Pluralité dans les motivations individuelles et collectives sans lesquelles aucune action d'envergure n'est possible. Peu importe donc par exemple qu'on parvienne à cette volonté de « transformer le monde » à partir de l'outillage produit par la pensée des Lumières et sa critique marxiste ou à partir d'une réflexion sur la dimension spirituelle propre à l'être humain comme celle que la théologie de la libération propose. Il ne s'agit que de rivières qui convergent vers le même grand fleuve. Pluralité des sujets historiques nombreux et de statuts divers dont la convergence des luttes est le seul gage d'efficacité de la transition. Car la fragmentation des mouvements sociaux constitués à ce stade autour de questions singulières (environnement, femmes, défenses d'intérêts communautaires particuliers etc.), caractéristique des temps de crise, ouvre un large champ à leurs manipulations éventuelles par le capital dominant, et ne sera dépassée progressivement que par le moyen de débats démocratiques largement ouverts. Pluralité, à partir de la diversité des héritages historiques, des imaginaires relatifs aux différentes combinaisons possibles entre les exigences d'universalisme d'une part et des contributions spécifiques des différents peuples d'autre part.

Cependant dans tous les domaines de ces pluralités multiformes, il s'agit toujours non pas de diversités tournées vers le passé – le plus souvent de ce fait exprimées sur le mode convulsif et névrotique - mais de diversités regardant l'avenir et, de ce fait, inventives et réellement transformatrices.

Notes bibliographiques

1. Ouvrages cités dans le texte, dans l'ordre d'apparition.

- Karl Polanyi, *La grande transformation*, 1^{ere} édition 1945.

- Pierre André Taguieff, *L'effacement de l'avenir*, Galilée, 2000.

L'une des meilleures analyses des effets dévastateurs du capitalisme contemporain (qualifié par l'auteur de « turbo-capitalisme »). Ma seule observation est que si ces effets sont aujourd'hui particulièrement violents, ils sont en dernier ressort le produit des lois propres à l'accumulation dès l'origine. Tout comme Keynes reconnaissait une instabilité propre au capitalisme libéral (alors que Marx avait compris que le capitalisme à tous ses stades de développement et dans toutes ses formes était par nature instable), Taguieff semble ne rapporter la détérioration de la démocratie politique qu'aux extravagances de l'utopie néo libérale, lesquelles ne font qu'amplifier des tendances inhérentes au capitalisme en général.

- Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion 1992.

- Karl Popper, *La logique de la découverte scientifique*, Payot 1973.

- Guy Bois, *La grande dépression médiévale XIV^e et XV^e siècles*, Actuel Marx, PUF, 2000.

Le concept de crise systémique qu'on dégage de l'étonnante similarité entre la période étudiée par l'auteur et la période contemporaine donne à cet ouvrage convaincant une valeur exceptionnelle.

- Michel Pinçon et Monique Pinçon Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Repères, La Découverte, 2000.

On trouvera dans cet ouvrage remarquable les preuves indiscutables que la bourgeoisie est une classe sociale en soi et pour soi, le sujet historique principal de la société le capitaliste.

- Serge Cordelier et all, *La mondialisation au delà des mythes*, La Découverte, 2000.

Les données concernant la part du commerce extérieur des différentes régions du monde par rapport à leur PIB sont tirées de cet ouvrage (p. 141). Les mêmes données, concernant les années 1928, 1938 et 1958, confirment la solidité de la thèse que je défends ici. Ces données montrent par ailleurs que l'intensité de la mondialisation, si on la mesure par la moyenne pour le monde des échanges inter régionaux dans le PIB, n'a enregistré au cours des soixante quinze dernières années qu'un progrès modeste, cette part passant de 15 % en 1928 à 16 % en 1990. Au delà des mythes la mondialisation apparaît bien n'être principalement que l'expression de la stratégie du capital dominant, qui occupe l'espace de ce que les auteurs de l'ouvrage qualifient à juste titre « d'archipel mondialisé ». La question de savoir si le capital des transnationales – jusqu'à présent toujours un capital national dans son contrôle bien qu'opérant dans de nombreuses nations – est en passe de devenir véritablement transnational demeure néanmoins ouverte.

- Gérard Leclerc, *La mondialisation culturelle*, PUF 2000.

L'auteur oublie tout simplement que l'ancêtre grec qu'il invoque sans examen critique – comme tous les eurocentriques – est au moins partagé entre les européens « chrétiens » et les orientaux musulmans, les Arabes n'ayant certainement pas moins lu que les premiers Aristote et Platon !

- Susan George, Le Rapport Lugano, Fayard 2000.
2. Ecrits de Samir Amin dans lesquels le lecteur trouvera des développements complémentaires à ce texte.
- Démocratie et marché :
La mondialisation économique et l'universalisme démocratique : une contradiction majeure de notre époque, Alternatives Sud, Vol VI N° 3 1999, pp. 171-222.
 - Environnement :
Can environment problems be subject to economic calculations ? World Development, Vol XX N° 4, 1992, pp 523-530.
 - Critique de l'économie vulgaire, de sa vaine poursuite de l'équilibre général, du concept trompeur de « dérégulation », de l'impossibilité de faire une analyse scientifique des prétendus lois du marché en y intégrant les anticipations.
Samir Amin, Critique de l'air du temps, L'Harmattan 1977, chapitres II, VI et VIII.
Je signale également ici quelques écrits remarquables sur ces sujets :
Giorgio Israël, La Mathématisation du réel, Le Seuil 1996.
- Bernard Guerrien, L'économie néo classique, Repères, La Découverte 1996.
- Remy Herrera, Pour une critique de la nouvelle théorie néo classique de la croissance ; Y a-t-il une pensée unique en économie ? (à paraître).
- Emmanuel Todd, L'illusion économique, Folio Actuel, Gallimard 1998.
- Economie politique du capitalisme réellement existant, mondialisation, polarisation (étapes et formes d'avenir).
Samir Amin, L'économie politique du développement du XXe au XXIe siècle, à paraître ; le texte inclut des développements sur le marxisme et le keynésianisme historiques, la contribution critique des penseurs du tiers monde.
 - La crise de la modernité, la démocratie de basse intensité, l'ethnicisme, le post modernisme.
Samir Amin, Critique de l'air du temps, op cité ,chapitre VI.
- Samir Amin, L'ethnie à l'assaut des nations, L'Harmattan 1994.
- Samir Amin, Classe et Nation dans l'histoire, Minuit 1979. Conclusion ,Révolution ou décadence ?
- La polarisation, centres et périphéries dans l'histoire du capitalisme mondialisé réellement existant, la soumission des modes antérieurs et des formes « non capitalistes » aux logiques fondamentales de l'accumulation.
- Samir Amin, Le développement inégal, Minuit 1973.
- Samir Amin, Modernisation de la pauvreté (à paraître).

- Critique du socialisme réellement existant et débats concernant la transition :
Samir Amin, Itinéraire intellectuel, L'Harmattan 1993. Chapitre VII, Trente ans de critique du soviétisme 1960-1990.

Samir Amin, Les défis de la mondialisation, op cite. Conclusion

.Retour sur quelques questions concernant le matérialisme historique, l'articulation des instances ; critique de l'eurocentrisme.

Samir Amin, L'eurocentrisme, critique d'une idéologie, Economica Anthropos, 1988

Samir Amin, Critique de l'air du temps, op. cité, chap. III

Samir Amin, Judaïsme, Christianisme et Islam : réflexions sur leurs spécificités réelles ou prétendues, Social Compass, Vol 46 N° 4, 1999, pp. 545-560.

- Enfin, en complément de l'ouvrage de Susan George, j'ai appelé l'attention sur les dimensions politiques de la stratégie du capital dominant.

Samir Amin, L'hégémonie des Etats Unis et l'effacement du projet européen, L'Harmattan 2000.

In English

Samir Amin, Capitalism in the Age of Globalisation, Zed, London 1997.

- Chapter I (The future of global polarisation)
- Chapter IV (The Rise of Ethnicity).

Samir Amin, Spectres of Capitalism, Monthly Review Press, New York 1998.

- Chapter II (Unity and changes in the ideology of political economy)
- Chapter III (Is social history marked by over determination or under determination ?)
- Chapter VI (Post modernism – A neo liberal utopia in disguise ?)
- Chapter VIII (Pure Economics or the contemporary world's witchcraft).

Samir Amin, Eurocentrism, Monthly Review Press 1980.

Samir Amin, Class and Nation, Monthly Review Press 1980. Conclusion : Revolution or Decadence ?

Samir Amin, Economic globalism and political democratic universalism : conflicting issues ? UNAM, Mexico 2000.

Samir Amin, Judaism, Christianity and Islam ; in, A. Muller et all (ed.) Global capitalism, liberation theology and the social sciences, Nova Science Publication, New York 2000.

Samir Amin, The political economy of the XXth Century, Monthly Review, Vol 52, N° 2 June 2000 pp. 1-17.